

Sous embargo jusqu'au 1er juillet 2008, 14 heures, heure de New York, 19 heures GMT

Nations unies : se baser sur les principes du Plan Marshall pour rétablir la sécurité économique dans les pays sortant d'un conflit

NATIONS UNIES, NEW YORK, 1^{er} juillet. Selon une étude des Nations Unies sur les situations économiques qui facilitent l'éclosion de guerres civiles ou, au contraire, favorisent le redressement une fois la paix rétablie, les principes qui ont assuré la réussite de la reconstruction à l'issue de la Seconde Guerre mondiale sont à tous égards oubliés.

Selon le rapport de l'ONU *World Economic and Social Survey 2008: Overcoming Economic Insecurity*. (Rapport sur la Situation économique et sociale dans le monde en 2008: Surmonter l'insécurité économique), le soutien international se restreint généralement lorsque les efforts pour rétablir la paix ont abouti. Une fois sa sécurité restaurée et ses institutions publiques essentielles rétablies, un pays est encore loin de jouir de la sécurité économique nécessaire à sa stabilité à long terme. Hélas, l'attention internationale a tendance à se tourner vers d'autres priorités, juste au moment où les capacités publiques du pays se sont suffisamment développées pour gérer l'aide internationale.

Après la Seconde Guerre mondiale, le Plan Marshall avait fixé un cadre plus réaliste et plus patient pour la reconstruction de l'Europe en se basant sur des plans de cinq ans et non d'un an ou deux, note l'ONU, dans l'étude réalisée par son Département des affaires économiques et sociales (DAES), en consultation avec sa Commission de Consolidation de la Paix.

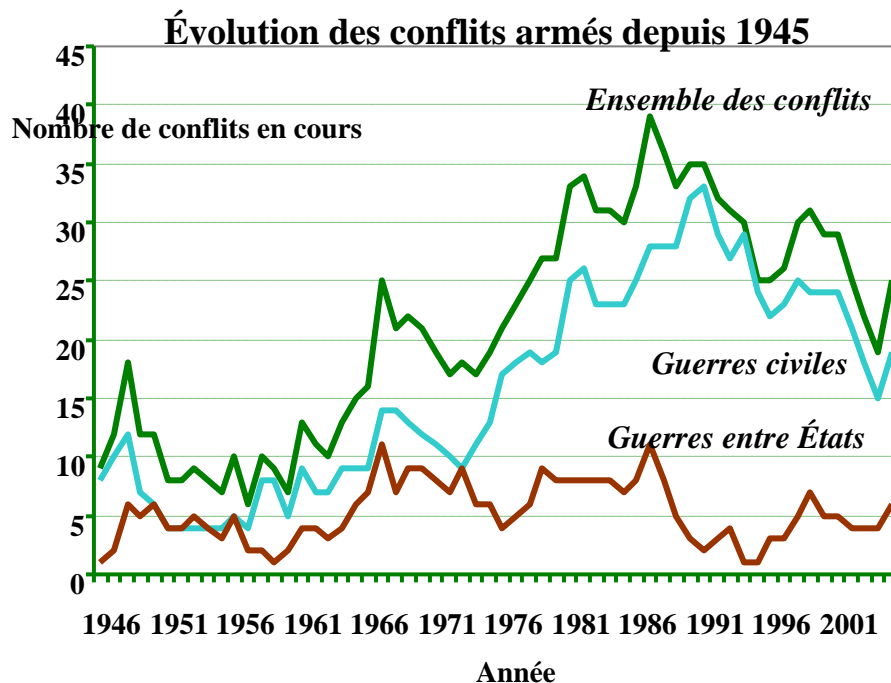
D'autres aspects de l'effort de reconstruction ont été décisifs, mais on les ignore trop souvent aujourd'hui: conception et exécution des programmes d'aide par les gouvernements nationaux ; adaptation des conditionnalités aux situations locales et aux sensibilités nationales; progressivité de la libéralisation des échanges et des régimes d'investissement, afin de donner à chaque pays le temps de s'adapter à la concurrence internationale et, enfin, prédominance des dons sur les prêts dans la structure de l'aide afin que, l'effort de redressement ne soit pas compromis par le poids excessif de la dette à long terme.

L'analyse des guerres civiles dans le monde d'aujourd'hui et des moyens de rétablir la sécurité économique dans les pays qui en sortent, est l'un des volets d'une étude d'ensemble sur l'insécurité économique dans le monde publiée dans le numéro de la principale revue de l'ONU qui paraît aujourd'hui. (*Voir autres communiqués de presse.*)

Moins de conflits, mais des conflits qui durent plus longtemps, qui déstabilisent davantage et qui causent plus de dommages

Les conflits sont moins fréquents aujourd'hui qu'au cours de la période qui s'est écoulée depuis le milieu des années 70, mais, comme ce sont plus souvent des guerres civiles que

des guerres entre États, leurs conséquences sur les populations, les niveaux de vie et la cohésion sociale sont nettement plus graves (*Graphique*).



Source: UN/DAES

C'est en Afrique qu'il y a eu les plus importants déplacements de populations au cours de la période récente. Plus des deux tiers des pays de l'Afrique subsaharienne ont souffert d'une guerre civile au cours des 25 dernières années et ces conflits ont coûté à cette région, estime-t-on, une moyenne de 18 milliards de dollars par an entre 1990 et 2005, soit environ 4 pourcent de son PNB annuel moyen.

Pauvreté, absence de diversification de l'économie et passé belliqueux sont les grands indicateurs de risque de nouvelles violences. Les États faibles (ou fragiles) se caractérisent, pour la plupart, par un niveau très bas de l'Indice du Développement humain. La violence risque de se déchaîner là où la concurrence pour l'appropriation de ressources rares renforce des divisions sociales profondes et cumulatives et où les personnes et les familles sont obligées de «prendre parti».

Plus qu'une inégalité généralisée, la polarisation est un facteur décisif de déchaînement des violences, note le rapport. On parle de polarisation des revenus lorsqu'un profond fossé sépare les riches des pauvres et que ces deux groupes sont homogènes, ce qui pousse à une forte identification de chaque personne à son groupe d'appartenance. Les possibilités de conflits sont d'autant plus fortes que la polarisation économique recoupe des identités sociales ou ethniques.

Le piège des conflits

La vraie menace dans ces États vient de ce que des chocs économiques peuvent enclencher un cercle vicieux: réduction des revenus de l'État, déclin de l'autorité politique, expansion des activités informelles et illégales, accroissement des inégalités, entraînant à leur tour une nouvelle baisse des budgets publics et une dégradation du développement humain. Ce «piège des conflits», comme disent certains, est apparent dans des pays comme le Liberia, la Sierra Leone et la Somalie.

Pour sortir de ce piège, il faut, selon la conclusion du rapport, mettre en œuvre une politique intégrée visant à rétablir la sécurité en recréant progressivement la confiance dans les institutions publiques, en unifiant l'identité nationale, en rétablissant une autorité effective de l'État et en déterminant les priorités sociales et économiques. La communauté internationale en général et la Commission de la Consolidation de la paix des Nations unies en particulier ont un rôle crucial à jouer pour assurer le succès d'une telle démarche. Certains points sont particulièrement importants:

- Les institutions politiques doivent être adaptées en tenant compte de la situation socioéconomique et notamment de la fragmentation ethnique, de la répartition inégale des ressources et de l'équilibre des pouvoirs qui prévaut à l'issue du conflit. La ligne directrice doit être la souplesse et la progressivité.
- Il faut veiller particulièrement à lier les décisions relatives aux dépenses publiques aux griefs qui sont à l'origine du conflit. Il est crucial de réduire les inégalités criantes dans l'accès à l'emploi, aux biens économiques et aux services.
- Dans toute la mesure du possible, l'aide doit passer par le gouvernement, pour renforcer sa capacité et sa crédibilité.
- Deux autres questions sont cruciales pour le redressement de ces pays: le développement des capacités de l'État à percevoir des recettes et l'offre de financements durables.
- Enfin, le rapport appelle à plus de prévisibilité et de durabilité dans l'aide au développement.

Pour plus ample information, contacter Tim Wall, Département de l'information (ONU), Section du développement, 1 212 963 5851, wallt@un.org.